

SUJET D'ANNALES 2016

Partie I. Droit des contrats

Avertissement : il ne sera pas tenu compte de la réforme du droit des obligations intervenue en 2016.

Le professeur Jean-Aymard Des Cours, agrégé de droit romain, a enseigné toute sa carrière à la faculté de droit d'Aix-en-Provence. Né en 1916, il est à la retraite depuis 25 ans et se passionne aujourd'hui pour l'histoire du costume judiciaire. Bibliophile averti, il a également pour ambitieux projet de reconstituer la bibliothèque de Portalis¹, à laquelle il a consacré sa thèse.

★ DOSSIER 1. Manteau de Tronchet 📖 5 points ⌚ 20 minutes > CHAPITRES 1 & 2

En parcourant la *Revue historique de droit français et étranger* du deuxième trimestre 2016, reçue le matin même, le professeur Des Cours découvre une petite annonce libellée comme suit : « À céder : manteau d'hermine de premier président de la Cour de cassation, avec simarre mais sans épitoge², ayant peut-être appartenu à Tronchet. Prix ferme : 3 000 €. » Fou de joie, le professeur Des Cours se précipite sur son antique téléphone à cadran pour manifester son acceptation, sans exception ni réserve. Il découvre que le cédant n'est autre que l'un de ses collègues et néanmoins ami. Malheureusement, le vendeur fait savoir au professeur Des Cours qu'il retire son offre (pourtant adressée la semaine précédente à la *Revue historique de droit français et étranger*) et qu'il souhaite finalement conserver le manteau. Désappointé, le professeur Des Cours vient vous consulter.

Travail à faire

■ 1. Le vendeur peut-il retirer son offre ?

À force de persuasion (et en échange d'une invitation à un colloque consacré à l'influence d'Aubry et Rau sur le costume judiciaire), le professeur Des Cours se rend finalement chez son collègue pour examiner le manteau, parler longuement de sa passion et conclure l'affaire. Quelques mois plus tard, lors d'un échange avec son tailleur, il découvre que le manteau a été confectionné selon une technique apparue à la fin du XIX^e siècle et qu'il n'a donc pas pu appartenir à Tronchet, décédé en 1806. Furieux, le professeur Des Cours entend remettre en cause la vente.

Travail à faire

■ 2. Est-il possible de remettre en cause la vente et d'engager la responsabilité du vendeur ?

★ DOSSIER 2. Notes manuscrites de Portalis 📖 3 points ⌚ 30 minutes > CHAPITRES 3 & 5

Un antiquaire d'Aix-en-Provence possède plusieurs feuillets écrits de la main de Portalis. Les convoitant depuis près de 30 ans, le professeur Des Cours a obtenu il y a quelques mois un droit de préférence sur ceux-ci, d'une durée de trois ans et assorti d'une indemnité d'immobilisation. Ce délai devait permettre au professeur Des Cours de réunir les fonds nécessaires à l'achat des feuillets. Hélas, l'antiquaire vient de céder les feuillets au doyen de la faculté d'Aix-en-Provence, ancien thésard du professeur Des Cours, parfaitement au courant de l'existence du pacte de préférence et de la passion de son ancien maître.

Travail à faire

■ 3. Le professeur Des Cours peut-il entrer en possession des feuillets ?

■ 4. Peut-il engager la responsabilité de l'antiquaire et de son ancien élève ?

★★★ Partie II. Location-gérance du fonds de commerce 📖 8 points ⌚

45 minutes > CHAPITRE 26

Le journal d'annonces légales, *Les Petites Affiches*, des 3 et 4 septembre 2015 a publié l'annonce ci-dessous :
022976 – Petites Affiches

¹ Jean-Étienne-Marie Portalis (1746-1807) : juriste, il fut l'un des rédacteurs du Code civil.

² Il s'agit d'accessoires du manteau.

Suivant acte SSP en date à Paris du 31 août 2015.
M. Julio, Berto, Fernandes Pereira et Mme Ester,
Félix Lima son épouse, demeurant ensemble à Paris (75015)
rue de la Convention n° 199 *ter*,
ont donné en location-gérance pour une durée d'une année à compter du 1^{er} septembre 2015, éventuellement renouvelable par tacite reconduction,
à la société Caillaud et Malet, société par actions simplifiée au capital de 2 000 € ayant son siège social à
Champigny-sur-Marne (94500) rue de Verdun n° 86 *bis*, RCS Créteil 805 070 133,
un fonds de commerce de café-bar-brasserie, connu sous l'enseigne *Le Saint-Michel*, situé à Paris (75015),
rue de la Convention n° 199 *ter* à l'angle de la rue Olivier-de-Serres n° 10.
Toutes les marchandises et fournitures nécessaires à l'exploitation du fonds seront réglées comptant par la SAS
Caillaud et Malet le jour de leur livraison.

Travail à faire

Appuyez-vous sur vos connaissances et sur le document ci-dessus pour répondre aux questions suivantes :

1. Donnez une définition du contrat de location-gérance.
2. Quelle condition doit remplir le bailleur préalablement à la mise en location-gérance du fonds de commerce ? Quels sont désormais les droits et obligations des époux Pereira-Lima ?
3. L'annonce prévoit une durée pour le contrat de location-gérance. Qu'en pensez-vous ?
4. En l'absence de précision dans l'annonce, le bailleur peut-il être tenu de régler les dettes contractées par le locataire-gérant à l'occasion de l'exploitation du fonds ?
5. Si l'entreprise mise en location-gérance emploie des salariés, le locataire-gérant doit-il maintenir les contrats de travail correspondants ?
6. Comment seront imposés les revenus (redevances) provenant du contrat de location-gérance ?

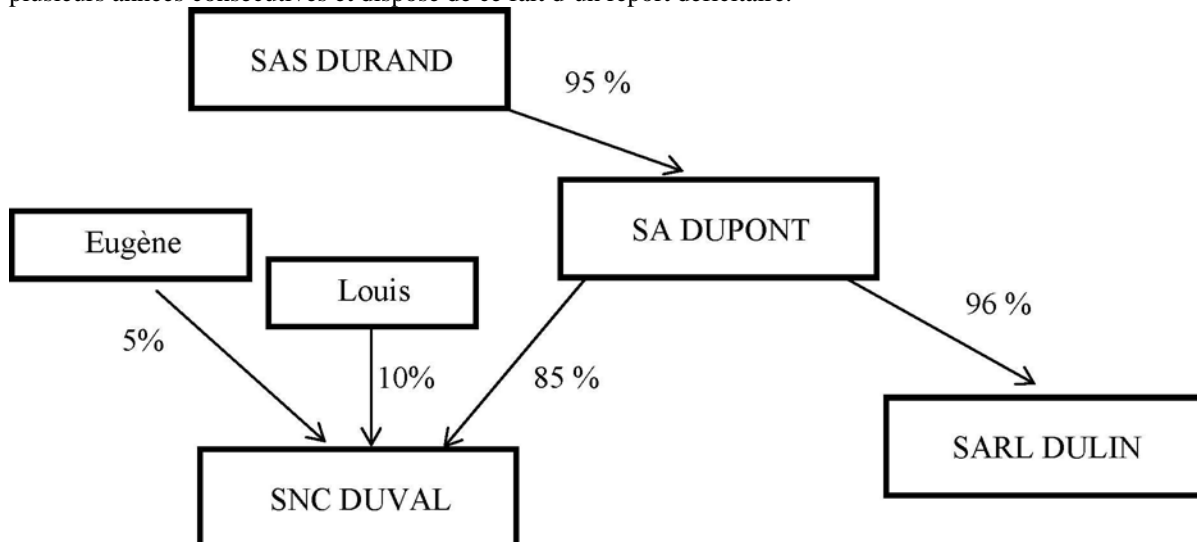
★★ Partie III. Fiscalité des groupes 🖋 10 points ⌚ 60 minutes

> CHAPITRE 27

La SA Dupont est une société spécialisée dans la vente d'articles pour la pêche. Elle est détenue à 95 % par la SAS Durand, elle-même spécialisée dans la vente de vêtements pour la pêche et articles de camping. Ces deux sociétés ont une activité relativement florissante et dégagent des bénéfices.

La SA Dupont a pris il y a 10 ans une participation de 85 % dans le capital de la société en nom collectif (SNC) Duval, spécialisée dans la fabrication d'appâts synthétiques pour la pêche. Les 15 % restants sont détenus, depuis la même date, par les frères Louis (10 %) et Eugène (5 %) Duval, Louis étant par ailleurs gérant de la SNC.

La SA Dupont a de la même façon fait l'acquisition de 96 % du capital de la SARL Dulin, spécialisée dans la fabrication et la vente de sièges et tabourets pliants en toile pour le camping et la pêche. La SARL Dulin, soumise à une forte concurrence, éprouve beaucoup de difficultés à percer sur son marché. Elle accuse des pertes depuis plusieurs années consécutives et dispose de ce fait d'un report déficitaire.



Par hypothèse, toutes les sociétés citées ont des exercices qui coïncident avec l'année civile. Les taux de détention indiqués correspondent à des droits de vote et à des droits financiers. La SNC Duval, qui n'a exercé aucune option

en matière fiscale, a enregistré un résultat comptable et un résultat fiscal bénéficiaires au titre de l'exercice 2015. L'assemblée générale, qui s'est réunie en mai 2016, a décidé de procéder à la distribution de ce résultat.

Travail à faire

1. Quelle est l'incidence fiscale pour la SA Dupont de la distribution décidée par l'assemblée générale de la SNC en mai 2016 ?

La SARL Dulin, qui cherche malgré tout à se développer, a décidé de créer, en 2016, un magasin de vente en Belgique, magasin qui, selon les prévisions, devrait être bénéficiaire. Le magasin achèterait puis revendrait ses produits en Belgique et n'aurait pas de personnalité juridique propre.

Travail à faire

2. Les résultats dégagés par le magasin belge devront-ils être rattachés fiscalement au résultat de la SARL Dulin ?

Louis Duval, qui souhaite se retirer peu à peu des affaires, envisage de vendre la participation qu'il détient dans le capital de la SNC Duval ; la cession serait consentie à la SA Dupont.

Travail à faire

3. En cas de cession, quel serait le régime fiscal de la plus-value de cession réalisée par M. Duval (en dehors de tout régime fiscal d'allégement éventuel lié au départ en retraite du cédant) ?

Une fois la cession réalisée (la SA Dupont détenant alors 95 % des titres de la SNC), la SNC Duval opérerait pour l'impôt sur les sociétés afin de constituer un groupe fiscalement intégré entre la SA Dupont, la SNC Duval et la SARL Dulin. L'intégration fiscale permettrait, selon les dirigeants de la SA Dupont, de résorber le report déficitaire existant dans la SARL Dulin en l'imputant sur les bénéfices de la SA Dupont et de la SNC Duval.

Travail à faire

4. Le schéma visant à résorber le report déficitaire de la SARL Dulin en l'imputant sur le résultat bénéficiaire des autres sociétés du groupe est-il envisageable ?
5. Peut-on constituer le groupe envisagé ? Si oui, à quelle(s) condition(s) ? Si non, pourquoi ?

★★ Partie IV. Droit des sociétés 8 points ⌘ 50 minutes > CHAPITRES 17, 18 & 22

La société Zechobitum est une société par actions simplifiée dirigée par M. Duranton. La société, spécialisée dans le marketing de la course à pied en ville auprès des jeunes urbains, a connu des débuts difficiles. Son développement est depuis peu un succès, conforme à ses projections, en raison de partenariats réussis avec des marques de référence.

Ainsi, les comptes annuels au 30 juin 2016 font apparaître les capitaux propres suivants, qui révèlent à la fois les pertes durablement accumulées et les premiers bénéfices réalisés au cours de l'exercice clos le 30 juin 2016 :

Capital social	100 000 €
Prime d'émission	900 000 €
Report à nouveau	-800 000 €
Résultat de l'exercice	200 000 €
Total des capitaux propres au 30 juin 2016	400 000 €

Le développement de l'entreprise requiert de nouveaux investissements et M. Duranton a engagé des discussions avec ses associés en vue d'une augmentation de capital. Il faut préciser que les cinq associés sont présents depuis la fondation de la société en 2009. Le capital social est composé de 10 000 actions d'une valeur nominale de 10 € et chaque associé détient 20 % du capital. La prime d'émission provient d'une augmentation de capital intervenue en 2012, au cours de laquelle le capital a été porté de 1 000 à 10 000 actions. Chaque associé a alors participé à l'augmentation de capital et, à due proportion, à la dotation de la prime d'émission. Ces versements sont intégralement libérés.

On note qu'il n'y a qu'une seule catégorie d'actions au capital de la société Zechobitum, dotées toutes des mêmes droits. Par ailleurs, les statuts prévoient, en matière d'augmentation de capital, des règles de vote (quorum et majorité) identiques à celles qui régissent la situation dans les sociétés anonymes. L'augmentation de capital aujourd'hui envisagée (500 000 €) n'est pas dans les capacités financières des associés, mais un fournisseur, la société Trobolevelo dirigée par M. Auguste, un proche de M. Duranton, se dit intéressé pour apporter cette somme en échange d'un tiers des actions constitutives du capital social après augmentation de capital. Les associés en place ont fini par consentir à cette proposition, à la condition qu'un dividende leur soit préalablement versé à hauteur du résultat de l'exercice 2015/2016.

Travail à faire

1. L'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015/2016 peut-elle décider la distribution du résultat de l'exercice 2015/2016 ?
2. Si non, selon quelles modalités la distribution d'une somme égale au résultat de l'exercice 2015/2016 est-elle réalisable ?

La distribution de la somme suscitée (200 000 €) a été opérée. L'augmentation de capital par apports en numéraire a été réservée à la société Trobolevelo, à qui ont été attribuées 50 000 actions nouvelles.

Travail à faire

3. Quel est le montant de la prime émise au titre de ces 50 000 actions ?

Toutefois, la société Trobolevelo a libéré pour moitié sa souscription en numéraire par compensation avec une créance qu'elle détenait sur la société Zechobitum.

Travail à faire

4. Quelles conditions une telle créance doit-elle remplir pour que la compensation soit possible ?

Quelque temps après cette augmentation de capital, les associés historiques prennent conscience que la distribution de dividende et l'apport en numéraire effectif de la société Trobolevelo n'ont finalement quasiment pas généré de nouvelles liquidités pour la société, mais qu'au contraire il faut maintenant partager les décisions et les dividendes avec un nouvel associé. L'un des associés, M. Duvoisier, directeur général délégué, découvre alors que la créance de 250 000 € de la société Trobolevelo objet de la compensation, bien que conforme à un accord contractuel et à une facture, ne correspond à aucune prestation réelle.

M. Duvoisier s'interroge sur les actions en responsabilité qui pourraient être engagées.

Travail à faire

5. Le président de la société Zechobitum, qui a établi l'arrêté de compte de la société Trobolevelo, et le commissaire aux comptes de la société Zechobitum, qui l'a certifié exact, peuvent-ils être poursuivis pour délit de faux et usage de faux ?

★★ Partie V. Entreprise en difficulté 📎 6 points ⌚ 35 minutes

> CHAPITRES 30 & 31

La société anonyme Dartus, dont l'objet social est la « *vente de matériel électroménager ainsi que toutes opérations connexes ou complémentaires* », a été placée en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Paris par un jugement en date du 20 mars 2015.

Son président directeur général, M. Dysus, qui en a perdu le sommeil, s'inquiète du sort de la société. Et la lecture du jugement l'a encore plus inquiété. En effet, non juriste, il n'y a pas compris grand-chose.

Son inquiétude rejaillissant sur sa vie familiale, il a décidé d'en parler à un ami expert-comptable afin que celui-ci lui explique le déroulement d'une procédure de liquidation judiciaire.

Après s'être entretenu avec son ami expert-comptable, M. Dysus aurait préféré que soit mise en place une procédure de liquidation judiciaire simplifiée. Celle-ci étant beaucoup plus rapide que la liquidation judiciaire classique, elle aurait donc permis de passer plus rapidement à autre chose.

Travail à faire

1. Quelles sont les conditions et les principales caractéristiques de la liquidation judiciaire simplifiée ?

M. Utsinguli est actionnaire minoritaire de la société anonyme Dartus. Le prononcé de la liquidation judiciaire a été pour lui un véritable traumatisme et, après une phase de dépression, il a décidé de se battre afin de ne pas perdre son « capital ».

Il a appris de M. Dysus que l'état de cessation des paiements ayant conduit à la liquidation judiciaire de la société anonyme Dartus était dû, notamment, au paiement par le Crédit solidaire (la banque de la société anonyme Dartus) de chèques frauduleusement établis par la comptable de la société qui avait imité sa signature. Estimant donc que l'encaissement des chèques litigieux par la banque lui a causé un préjudice personnel au titre de la perte de valeurs de ses actions, il souhaite agir en justice contre la banque afin de pouvoir être indemnisé.

Travail à faire

2. En vous aidant de l'arrêt du 28 janvier 2014 (☞ ANNEXE 1), indiquez si M. Utsinguli peut agir en justice contre la banque en réparation de son préjudice. Expliquez et justifiez votre réponse.

ANNEXE

Annexe n° 1

Cass. com., 28 janvier 2014, n° 12-27.901, publié au *Bulletin*

Statuant tant sur le pourvoi principal formé par M. X... que sur le pourvoi incident éventuel relevé par la Société générale ;

Attendu, selon l'arrêt attaqué, qu'après la mise en redressement puis liquidation judiciaires de la société Les Docks de l'électroménager (la société) en 2004 et 2005, M. X..., son gérant et associé, a, en 2008, assigné la Société générale (la banque) en paiement d'une certaine somme à titre de dommages-intérêts en réparation du préjudice personnel causé par le paiement de nombreux chèques frauduleusement établis par la comptable de la société en imitant sa signature ;

Attendu que pour déclarer recevable l'action de M. X..., l'arrêt retient que, s'il n'a pas qualité pour représenter la société liquidée, il peut néanmoins agir en réparation de son propre préjudice en sa qualité de porteur de parts, son préjudice étant constitué par la perte de valeur de son investissement ;

Attendu qu'en statuant ainsi, alors que seul le liquidateur d'une société soumise à une procédure de liquidation judiciaire a qualité pour agir au nom et dans l'intérêt collectif des créanciers en vue de reconstituer le patrimoine social et que la perte de valeur des actions ou parts ne constitue pas un dommage personnel distinct de celui subi collectivement par tous les créanciers du fait de l'amoindrissement ou de la disparition de ce patrimoine, la cour d'appel a violé les textes susvisés ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres griefs :

CASSE ET ANNULE, en toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 20 septembre 2012, entre les parties, par la cour d'appel de Versailles ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Versailles, autrement composée ; [...]

SUJET D'ANNALES CORRIGE

Analyse du sujet

Le sujet est composé de cinq parties indépendantes qui couvrent différents chapitres du programme. Une part importante est faite à la fiscalité en termes de nombre de questions et de points. Les questions sont assez simples et facilement abordables à condition de maîtriser les connaissances nécessaires, notamment pour les parties portant sur le contrat de location-gérance ou sur l'entreprise en difficulté. Il faut prendre le temps de lire le sujet de façon précise pour interpréter correctement les questions posées et ne pas faire de hors-sujet.

Partie I. Droit des contrats > CHAPITRES 1 & 2

Attention

La syntaxe, la grammaire et l'orthographe sont des critères d'évaluation qu'il ne faut pas négliger. Il est important de garder du temps pour relire la copie et de soigner la présentation.

★ DOSSIER 1

Attention

Le sujet précise qu'il ne doit pas être tenu compte de la réforme du droit des obligations intervenue en 2016. Le corrigé tiendra compte de cette particularité plutôt maladroite pour un sujet d'examen.

1. Le vendeur peut-il retirer son offre ?

Règle de droit

Aux termes de l'article 1583 du Code civil, la vente est parfaite entre les parties dès lors qu'elles sont convenues de la chose et du prix. L'offre doit en outre être ferme et précise.

L'offre est une manifestation unilatérale de volonté. Elle peut être retirée à tout moment.

L'offre sans délai doit être maintenue pendant une durée raisonnable. L'appréciation de cette durée est faite selon les circonstances de l'espèce.

Application au cas

En l'espèce, l'offre est ferme et définitive avec un objet et un prix déterminés. Elle n'a pas été maintenue pendant un délai raisonnable. Le vendeur ne pouvait pas retirer son offre aussi rapidement.

2. Est-il possible de remettre en cause la vente et d'engager la responsabilité du vendeur ?

Méthode

La lecture du sujet est déterminante pour répondre correctement à la question posée. En effet, la notion d'erreur est ici remise en cause par l'existence d'un aléa qui ne ressort qu'à travers le texte et les termes « ayant peut-être appartenu ».

Règle de droit

L'erreur est cause de nullité du contrat uniquement si elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet ou sur des qualités substantielles de la chose. Il faut que cette qualité soit entrée dans le champ contractuel, c'est-à-dire qu'elle ait fait l'objet de l'échange de consentements.

Cependant, l'aléa chasse l'erreur. La nullité est impossible si les qualités substantielles sont aléatoires.

Application au cas

En l'espèce, selon le sujet, l'objet a « peut-être » appartenu à un personnage historique. Il y a donc la présence d'un aléa. Il ne peut pas obtenir nullité de la vente. Par ailleurs, le vendeur a pris soin de le préciser ; il n'a donc pas commis de faute. Le recours en responsabilité n'est pas possible.

★ DOSSIER 2. Notes manuscrites de Portalis 📖 3 points ⌚ 30 minutes > CHAPITRES 3 & 5

3. Le professeur Des Cours peut-il entrer en possession des feuillets ?

Règle de droit

Le pacte de préférence a pour effet de contraindre le débiteur à proposer la vente en priorité au bénéficiaire, ici le professeur des Cours. Il s'agit d'une obligation de faire et non d'une obligation de donner. Le non-respect entraîne le versement de dommages et intérêts.

Cependant, le bénéficiaire du pacte de préférence peut demander la nullité du contrat passé avec le tiers et sa substitution. Pour ce faire, il doit prouver la connaissance par le tiers du pacte, ainsi que sa connaissance de l'intention du bénéficiaire de s'en prévaloir. Ces deux conditions sont cumulatives.

Application au cas

En l'espèce, le doyen de la faculté d'Aix-en-Provence a connaissance du pacte et de la volonté du professeur Des Cours d'en bénéficier. Ce dernier peut demander sa substitution à l'acquéreur.

4. Peut-il engager la responsabilité de l'antiquaire et de son ancien élève ?

Méthode

Il faut tenir compte ici de l'existence de deux responsabilités distinctes à engager : celle de l'antiquaire et celle de l'ancien élève. Ces deux responsabilités n'ont pas le même fondement.

Règle de droit

Le pacte de préférence est un contrat (synallagmatique avec engagements réciproques) car le versement d'une indemnité d'immobilisation est prévue en contrepartie du droit de préférence. Le non-respect d'un contrat par l'une des parties peut permettre d'entraîner la responsabilité contractuelle de celle-ci. La responsabilité du tiers est une responsabilité délictuelle.

Application au cas

En l'espèce, il est possible d'engager la responsabilité contractuelle de l'antiquaire pour non-respect du contrat (pacte de préférence). De plus, la responsabilité délictuelle du tiers qui a concouru sciemment à l'inexécution du contrat peut également être engagée.

★★★ Partie II. Location-gérance du fonds de commerce 🖋 8 points ✂

45 minutes > CHAPITRE 26

1. Donnez une définition du contrat de location-gérance.

Contrat « par lequel le propriétaire ou l'exploitant d'un fonds de commerce ou d'un établissement artisanal en concède totalement ou partiellement la location à un gérant qui l'exploite à ses risques et périls » (article L. 144-1 du Code de commerce).

2. Quelle condition doit remplir le bailleur préalablement à la mise en location-gérance du fonds de commerce ? Quels sont désormais les droits et obligations des époux Pereira-Lima ?

Méthode

Il est important de préciser que les époux sont le bailleur afin de justifier de la présentation des droits et obligations du bailleur. De plus, il est essentiel de faire appel à toutes ses connaissances pour que la réponse donnée soit la plus complète possible.

Le bailleur doit avoir exploité le fonds de commerce pendant deux années au moins. À défaut, le contrat est nul. Le bailleur (ou les époux) reste propriétaire du fonds. Il a droit au versement d'une redevance par le locataire. Il doit délivrer le fonds avec tous ses éléments, et donc assurer la garantie des vices cachés. De plus, il doit garantir la jouissance paisible du fonds, c'est-à-dire ne pas faire concurrence au locataire-gérant.

3. L'annonce prévoit une durée pour le contrat de location-gérance. Qu'en pensez-vous ?

Attention

La durée prévue par le document donné en annexe n'est pas obligatoirement illicite. Il faut prendre le temps de rappeler les conditions liées à cette durée et au contrat de location-gérance avant de vérifier si elle est effectivement licite ou non.

Règle de droit

La loi ne prévoit pas la durée du contrat de location-gérance. Selon le principe de liberté contractuelle, la durée du contrat est librement prévue par les parties dans le contrat lui-même.

Application au cas

La durée d'un an prévue dans ce contrat avec tacite reconduction est valable.

4. En l'absence de précision dans l'annonce, le bailleur peut-il être tenu de régler les dettes contractées par le locataire-gérant à l'occasion de l'exploitation du fonds ?

Règle de droit

Jusqu'à la publication du contrat de location-gérance et pendant un délai de six mois à compter de cette publication, le bailleur est solidairement responsable avec le locataire-gérant des dettes contractées par celui-ci à l'occasion de l'exploitation du fonds. Cette disposition est d'ordre public.

Attention

Depuis la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, applicable aux contrats de location-gérance conclus à partir du 11 décembre, la responsabilité solidaire du bailleur prend fin à la date de publication du contrat.

Application au cas

M. Pereira et Mme Lima et la société Caillaud et Malet (le locataire-gérant) sont solidairement responsables pour le paiement des dettes du fonds de commerce pendant la durée prévue par la loi

5. Si l'entreprise mise en location-gérance emploie des salariés, le locataire-gérant doit-il maintenir les contrats de travail correspondants ?

Méthode

Cette question fait appel à des connaissances de droit social qu'il faut être capable de mobiliser à bon escient pour les appliquer au contrat donné. Dès lors que le sujet évoque la notion de salarié, il est fort probable que des règles de droit social vont devoir s'appliquer.

Règle de droit

Le Code du travail prévoit le maintien des contrats de travail ou transfert des contrats de travail au nouvel employeur en cas de modification dans la situation juridique de l'employeur, à savoir, en cas de vente, fusion, succession, etc.

Application au cas

La mise en location-gérance est un changement dans la situation juridique de l'employeur ; les contrats de travail sont transférés.

6. Comment seront imposés les revenus (redevances) provenant du contrat de location-gérance ?

Les redevances provenant du contrat de location-gérance sont des revenus imposés dans la catégorie des BIC non professionnels.

★★ Partie III. Fiscalité des groupes 10 points ⌚ 60 minutes

> CHAPITRE 27

1. Quelle est l'incidence fiscale pour la SA Dupont de la distribution décidée par l'assemblée générale de la SNC en mai 2016 ?

Règle de droit

La SNC est une société de personnes dotée de la transparence fiscale. Le résultat fiscal de la société est imposé au niveau des associés dès la clôture de l'exercice. Cette imposition est indépendante du traitement juridique, comptable ou financier du résultat.

Application au cas

Le résultat de l'exercice 2015 sera soumis à impôt au niveau des associés dès le 31 décembre 2015 en fonction de leur quote-part (85 % de la SA Dupont). La distribution lors de l'exercice suivant doit être sans incidence fiscale. Il faudra neutraliser l'incidence de la distribution pour les associés en procédant à une déduction extracomptable.

2. Les résultats dégagés par le magasin belge devront-ils être rattachés fiscalement au résultat de la SARL Dulin ?

Attention

Le corrigé n'attendait pas que le candidat développe les notions d'établissement autonome, de représentant dépendant mais autonome ni de cycle commercial complet. Cependant, ces notions doivent en général être présentées avant de pouvoir conclure à l'application de l'impôt sur les sociétés – français ou non.

Règle de droit

Le principe posé par le Code général des impôts est le principe de territorialité de l'impôt sur les sociétés. Sont imposés en France les bénéfices réalisés par les entreprises exploitées en France. Certaines conventions internationales prévoient une règle différente afin d'éviter la double imposition.

Application au cas

Les bénéfices du magasin belge sont imposés en Belgique sauf si la convention franco-belge prévoit autre chose.

3. En cas de cession, quel serait le régime fiscal de la plus-value de cession réalisée par M. Duval (en dehors de tout régime fiscal d'allégement éventuel lié au départ en retraite du cédant) ?

La SNC est une société marquée par la transparence fiscale. Les droits sociaux sont des actifs professionnels car l'associé exerce son activité professionnelle au sein de la société. La cession de titres donne lieu à des plus-values ou

moins-values professionnelles. Lorsque la plus-value concerne un bien détenu depuis plus de deux ans, il s'agit d'une plus-value à long terme. L'imposition se fait au taux réduit proportionnel de 16 % majoré des prélèvements sociaux.

4. Le schéma visant à résorber le report déficitaire de la SARL Dulin en l'imputant sur le résultat bénéficiaire des autres sociétés du groupe est-il envisageable ?

Le schéma envisagé n'est pas possible. Seuls les déficits enregistrés postérieurement à l'entrée dans le groupe fiscalement intégré peuvent s'imputer sur le résultat d'ensemble. Les déficits antérieurs à l'entrée peuvent s'imputer sur les bénéfices à venir de la société.

5. Peut-on constituer le groupe envisagé ? Si oui, à quelle(s) condition(s) ? Si non, pourquoi ?

Règle de droit

Pour constituer un groupe et bénéficier de l'intégration fiscale, la société tête de groupe ne doit pas être en position elle-même intégrable.

Application au cas

En l'espèce, il n'est pas possible de constituer le groupe envisagé avec la SA Dupont comme société mère d'un groupe fiscalement intégré. En effet, la SA Dupont étant détenue à 95 % par la SAS Durand, elle ne peut être intégrée.

★★ Partie IV. Droit des sociétés 8 points ⌚ 50 minutes > CHAPITRES 17, 18 & 22

1. L'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015/2016 peut-elle décider la distribution du résultat de l'exercice 2015/2016 ?

Règle de droit

L'assemblée générale ordinaire (AGO) est l'organe compétent pour décider de la distribution du résultat. Le résultat distribuable tient compte du report à nouveau.

Application au cas

En l'espèce, il n'y a pas de résultat distribuable. Le report à nouveau débiteur est supérieur au résultat de l'exercice.

2. Si non, selon quelles modalités la distribution d'une somme égale au résultat de l'exercice 2015/2016 est-elle réalisable ?

Attention

Il est essentiel pour répondre à cette question de tenir compte des sommes distribuables dans le respect des règles relatives à la distribution des résultats. Il faut donc tenir compte des réserves et de la prime d'émission.

Il est possible d'imputer le report à nouveau net sur la prime d'émission soit, dans ce cas, un report de moins 600 000 € ramenant la prime à 300 000 €. Il est possible de distribuer tout ou partie de la prime.

En l'espèce, la distribution pourra se faire à hauteur de 200 000 €. Ainsi, les associés bénéficieront d'une distribution de réserves. Les capitaux propres seront alors constitués du capital social (100 000 €) et du reste de la prime d'émission (100 000 €).

3. Quel est le montant de la prime émise au titre de ces 50 000 actions ?

Le versement des 500 000 € se décompose en une augmentation de capital et une prime d'émission.

Les actions ayant une valeur nominale de 10 €, l'augmentation est de 50 000 € (5 000 actions × 10 €). La prime d'émission est de 450 000 €.

4. Quelles conditions une telle créance doit-elle remplir pour que la compensation soit possible ?

Pour que la compensation soit possible, il faut que la créance soit certaine, liquide et exigible à la date fixée pour l'augmentation de capital.

5. Le président de la société Zechobitum, qui a établi l'arrêté de compte de Trobolevelo, et le commissaire aux comptes de la société Zechobitum, qui l'a certifié exact, peuvent-ils être poursuivis pour délit de faux et usage de faux ?

Attention

Cette question concerne deux personnes : le dirigeant et le commissaire aux comptes. Il faut donc répondre en deux temps en présentant l'infraction commise par le dirigeant puis celle commise par le commissaire aux comptes. De plus, il faut tenir compte de l'existence de deux infractions différentes : le délit de faux et le délit d'usage de faux.

Règle de droit

Pour qu'une infraction soit constituée, il faut vérifier l'existence de trois éléments : un élément légal, un élément matériel et un élément intentionnel.

Le délit de faux est prévu par l'article 441-1 du Code pénal. Il s'agit de l'élément légal. L'élément matériel est composé d'une altération frauduleuse de la vérité de nature à causer un préjudice, accomplie par quelque moyen que

ce soit et ayant pour objet ou effet d'établir un droit ou un fait ayant des conséquences juridiques. L'élément moral ou intentionnel consiste, pour l'auteur de l'infraction, à avoir agi en connaissance de cause.

Application au cas

On pose l'hypothèse que M. Duranton avait connaissance de l'absence de réalité de la prestation de M. Trobolevelo du fait de ses liens. Il est fait usage de ce faux pour obtenir la libération de sa souscription au capital. Les délits de faux et usage de faux ont bien été commis par M. Trobolevelo.

La certification par le CAC de cet arrêté de compte est un faux (élément matériel). Cependant, le CAC a difficilement connaissance de la réalité ; l'élément moral n'est donc pas établi. Le CAC ne sera pas poursuivi au plan pénal.

★★ Partie V. Entreprise en difficulté 📎 6 points ⌚ 35 minutes

> CHAPITRES 30 & 31

1. Quelles sont les conditions et les principales caractéristiques de la liquidation judiciaire simplifiée ?

Attention

Cette question nécessite de présenter tout d'abord les conditions de ce type de liquidation puis ses principales caractéristiques. De plus, il faut traiter de la liquidation judiciaire simplifiée.

Conditions

La liquidation judiciaire simplifiée peut être **obligatoire ou facultative**.

Elle est obligatoire si :

- l'actif du débiteur ne comprend pas de bien immobilier ;
- le nombre de salariés au cours des six mois précédant l'ouverture de la procédure n'est pas supérieur à 1 ;
- le chiffre d'affaires hors taxes n'est pas supérieur à 300 000 €

Elle est facultative si :

- l'entreprise n'a pas de bien immobilier ;
- son effectif ne dépasse pas cinq salariés ;
- son chiffre d'affaires est compris entre 300 000 et 750 000 €

Il s'agit à chaque fois de conditions cumulatives.

Caractéristiques

- En matière de vente de biens mobiliers : elle est faite par le liquidateur et non par le juge-commissaire.
- En matière de vérification de créances : la vérification porte uniquement sur les créances susceptibles de venir en rang utile dans les répartitions (par exemple, privilège) et celles résultant d'un contrat de travail.
- Au regard du règlement des créanciers : le liquidateur établit un projet de répartition du produit de la vente des actifs, joint à l'état des créances et déposé au greffe. Le greffe transmet pour publication un avis au Bodacc et au JAL.
- Durée : la clôture de la liquidation doit intervenir dans le délai de six mois à compter de la décision de procédure simplifiée obligatoire. Elle doit intervenir dans le délai d'un an en cas de procédure simplifiée facultative.

2. En vous aidant de l'arrêt du 28 janvier 2014 (📄 ANNEXE 1), indiquez si M. Utsinguli peut agir en justice contre la banque en réparation de son préjudice. Expliquez et justifiez votre réponse.

Règle de droit

Seul le liquidateur a qualité pour agir au nom et dans l'intérêt collectif des créanciers. Un créancier peut agir s'il justifie d'un préjudice personnel et distinct de la collectivité des créanciers.

Application au cas

M. Utsinguli est un associé, donc un créancier, comme un autre en attente du remboursement de son apport.

Il faut déterminer si la perte de valeur suite à l'encaissement des chèques frauduleux est un préjudice personnel et distinct.

Selon la jurisprudence (arrêt de la Cour de cassation du 28 janvier 2014 donné en annexe), la perte de valeur des actions ou parts n'est pas un dommage personnel et distinct. M. Utsinguli n'a pas qualité à agir en justice ; seul le liquidateur le peut.